

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Étendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

**AVENANT N° 143 DU 11 JANVIER 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2019**

NOR : AGRS1997050M

IDCC : 9712

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitations agricoles de Saône-et-Loire,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Saône-et-Loire ;

Union départementale des syndicats CGT-FO de Saône-et-Loire ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires et mensuels mentionnés à l'article 25 de la convention collective sont fixés comme suit :

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base : 151,67 heures)
I. – Emploi d'exécutants	–	10,03	1 521,25
II. – Emploi spécialisé	–	10,28	1 559,17
III. – Emploi qualifié	1	10,47	1 587,98
	2	10,62	1 610,74
IV. – Emploi hautement qualifié	1	10,90	1 653,20
	2	12,01	1 821,56

TAM

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base : 151,67 heures)
I	12,47	1 891,32
II	13,78	2 090,01

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base : 151,67 heures)
I	17,17	2 604,17
II	21,36	3 239,67

Article 2

Le salaire horaire des vendangeurs – coupeurs correspond désormais au salaire horaire du niveau II de la grille des salaires faisant l'objet du présent avenant.

Le salaire horaire des vendangeurs – porteurs correspond désormais au salaire horaire du niveau III, échelon 2 de la grille des salaires faisant l'objet du présent avenant.

Article 3

Les avantages en nature des salariés agricoles, assis sur le montant du minimum garanti, seront revalorisés à chaque modification de celui-ci.

L'avantage en nature des vendangeurs est indexé à 160 % du Smic, soit, pour 2019, une valeur de l'avantage en nature fixée à 16,05 €, répartie comme suit :

NOURRITURE	EUROS PAR JOUR		
	Petit-déjeuner (17 %)	Déjeuner (46 %)	Dîner (22 %)
	2,73	7,38	3,53
Logement (15 %)	2,41		

Article 4

Les salaires fixés à l'article 1^{er} ne peuvent être inférieurs au Smic et, en tout état de cause, aux garanties mensuelles de rémunération définies par les dispositions de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 étendu sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 5

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en cinq exemplaires, dont un en version numérique à l'Unité départementale de Saône-et-Loire de la DIRECCTE Bourgogne – Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le 11 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)